



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

En Grèce comme ailleurs DIRE « NON » À L'AUSTÉRITÉ NPA C'EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 9 JUILLET 2015

Dimanche, les grecs ont voté à plus de 61% pour le « NON » lors du référendum. Par ce vote, ils ont clairement rejeté les mesures que voulaient leur imposer le Fond monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne (CE).

Ils ont dit « NON » au recul de l'âge de la retraite, à la baisse ou au gel des pensions de retraite, à la baisse des salaires dans le public, à la hausse de la TVA, à la facilitation des licenciements, à la baisse des aides sociales, à la poursuite des privatisations.

Une grosse claque pour les étrangleurs du peuple grec

Depuis 5 mois, la Grèce affronte l'intransigeance absolue de tous les gouvernements de l'Union européenne et du FMI.

Durant la bataille électorale, les étrangleurs du peuple grec ont fait feu de tout bois. Ils ont mené une véritable politique d'intimidation pour tenter de le faire céder, pour lui faire admettre qu'il n'y avait pas d'autre choix que de s'incliner devant les diktats des financiers.

Les partis politiques traditionnels, de droite comme de gauche, les organisations patronales et même certaines directions syndicales grecques, avec le soutien de la Confédération européenne des syndicats (CES) ont relayé les exigences « austéritaires » de la Troïka.

Certains patrons sont allés jusqu'à menacer de licenciement ceux de leurs employés qui iraient voter « NON ». Mais cette fois, le chantage n'a pas fonctionné.

Une victoire qui nous concerne aussi

En France, Hollande et son gouvernement ont relayé l'offensive contre le peuple grec. Mais la campagne qu'ils ont menée n'a rien d'étonnant. Comme les travailleurs grecs, nous subissons ici aussi les chantages continus du patronat : acceptez la dégradation de vos conditions de travail ou la baisse de vos salaires ou alors on licencie ! Comme en Grèce, la dette est devenue le prétexte à toutes les attaques contre le service public.

Et surtout, les financiers et les États à leur botte sont engagés dans une offensive pour tenter d'étouffer la révolte, imposer ce mensonge selon lequel il n'y aurait pas d'autre politique possible que la leur.

Ils redoutent comme la peste toute contagion à d'autres pays de l'Union européenne. C'est pourquoi la lutte des travailleurs et du peuple grec nous concerne, ici en France.

Ce « NON » n'est qu'un début !

Si la victoire du « NON » au référendum a clairement montré le refus de toute nouvelle cure d'austérité, elle n'a encore résolu aucun des problèmes qui se posent aux travailleurs grecs.

Dès lundi, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'étouffer encore un peu plus le système bancaire. Et Hollande et Merkel, soi-disant respectueux du vote grec, ont remis la pression sur Tsipras pour qu'il fasse des propositions « sérieuses et crédibles ». En clair, pour qu'il revienne à la table des négociations discuter de mesures d'austérité.

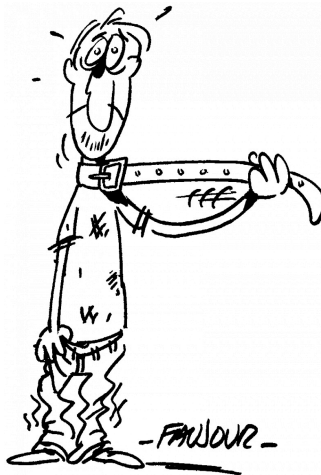
Mais l'heure n'est plus à la « négociation ». Ce qui est à l'ordre du jour, c'est au contraire d'élargir la brèche ouverte par la victoire du « NON », pour qu'il soit respecté.

C'est la mise en œuvre d'une politique anticapitaliste permettant la reconstruction du pays.

Et cela passe en premier lieu par l'expropriation des banques, la renationalisation des services publics privatisés, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite, l'annulation de la dette.

Cela ne sera possible que si des luttes massives et déterminées imposent la rupture des négociations avec la Troïka et la réquisition immédiate de la Banque centrale grecque pour faire cesser la dictature de la Banque centrale européenne (BCE).

Pour accomplir ces tâches, les travailleurs de France et des autres pays européens peuvent être les meilleurs alliés des travailleurs de Grèce. Car nous partageons les mêmes intérêts et peut-être bientôt le même sort.



UTILISATION DU CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE : CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN À VOIR

Le Crédit Impôt Recherche (C.I.R.) est, en principe, une aide aux entreprises qui font des dépenses de « recherche ». En mai dernier une émission de France 2 avait montré comment Renault utilise ce C.I.R. comme une pompe à finances.

On apprend par ailleurs, dans le Canard Enchaîné, que les 5,3 milliards d'euros de crédit impôt recherche versés à 16 200 entreprises le sont sans contrôle : pas de moyen pour vérifier la nature de ce que les entreprises appellent « recherche ».

Le rapport d'une commission d'enquête du sénat sur ce sujet vient même d'être interdit de publication avec la bénédiction conjointe de l'UMP et du PS. Bref, Renault et les autres vont pouvoir continuer à pomper l'argent public. Dans le même temps, les labos publics de recherche continueront de voir leurs crédits amputés.

A PSA METZ, LA MÉDECIN DU TRAVAIL MENACÉ DE LICENCIEMENT

Ce que la direction ne supporte pas : c'est que la médecin du travail fasse correctement son travail, en toute indépendance, en refusant de recevoir des ordres du DRH sur le plan médical ou en faisant des demandes d'aménagement de poste pour les salariés ayant des difficultés physiques. A tel point qu'en pleine contradiction avec la loi, elle n'est même plus convoquée pour participer au CHSCT... et que le DRH lui a demandé de donner sa démission, ce qu'elle a refusé.

Heureusement, les élus au CE ont refusé de voter la demande de rupture de son contrat de travail, et une pétition a recueilli 750 signatures dont un tiers des cadres de l'entreprise. Les méthodes de cette direction PSA sont si détestables, provoquant un tel turn-over, qu'ils ne reste plus que 2 médecins temps plein pour 4 000 salariés.

Maintenant, après le soutien des syndicats et des salariés, c'est à l'Inspection du travail de se prononcer... Elle a tout notre soutien.

POSTIERS DE L'EURE EN GRÈVE: ILS ONT RAISON !

Les postiers de Louviers, de Val de Reuil et d'Alizay entamaient lundi dernier leur troisième semaine de grève. La Poste veut en effet réorganiser leur travail pour faire des économies en réduisant les effectifs. Exactement comme chez Renault et ailleurs.

La grève concerne l'emploi et les conditions de travail. La réorganisation, qui devait se mettre en place au 1^{er} juillet, permettrait de répartir les tournées de distributions du courrier sur un nombre moins important de facteurs. Une sacoche plus lourde et des tournées plus longues : les facteurs n'en veulent pas, et ils ont raison.

La tension est montée d'un cran quand ils ont appris que la Poste voulait faire appel à des taxis pour distribuer le courrier à la place des grévistes ; ceux-ci l'ont mal pris, on les comprend.

SALAIRES ALLEMANDS : DEUX FOIS PLUS QU'EN FRANCE

Du simple au double : « les salaires en Allemagne ont augmenté l'an dernier de 2,9 % par rapport à 2013, alors que ceux en France ont progressé de 1,4 % ». Ce sont les chiffres publiés par l'office allemand des statistiques Destatis.

Cette augmentation moyenne est du même ordre que celle obtenue en février 2015 par le syndicat de la métallurgie IG Metall : 3,4 % pour l'année 2015. La même tendance se poursuit : en 2013, les salaires allemands ont été supérieurs de 2,6% par rapport à l'année précédente, les salaires français de 1,7%.

Et les salaires sont bloqués chez Renault, PSA et bon nombre de nos entreprises !

Les déclarations du MEDEF, relayées par le discours gouvernemental sur l'austérité nécessaire au nom de la compétitivité et de la concurrence entre pays, sont des mensonges. Ils camouflent la seule obsession patronale : augmenter les profits en s'attaquant aux salaires.

EN IRAN ET PARTOUT DANS LE MONDE EN FINIR AVEC LA BOMBE ATOMIQUE

En début de semaine, on attendait toujours la conclusion d'un accord entre les grandes puissances nucléaires et l'Iran. L'Iran veut la levée des sanctions internationales qui étouffent son économie. Ses interlocuteurs exigent que l'Iran renonce à la bombe atomique. Belle hypocrisie, quand on sait qu'il n'est pas question d'exiger la même chose d'Israël.

Dès 1961, l'ONU décrétait que « *tout Etat qui emploie des armes nucléaires [...] doit être considéré comme [...] commettant un crime contre l'humanité et la civilisation* ». La seule conclusion logique devrait être de mettre hors la loi la possession de la bombe atomique et la menace d'y recourir, la fameuse logique de « dissuasion ».

Obama, Hollande et les autres refusent la bombe atomique à l'Iran : qu'ils commencent par nous débarrasser de la leur !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique